

Les impôts pour favoriser la réduction des inégalités

La fonction redistributive de l'impôt vise à réduire ou à atténuer les inégalités de revenus. Elle s'appuie sur la progressivité du barème de l'impôt.

La progressivité du barème de l'impôt, à la base du système de redistribution

Selon leur montant, les revenus (rapportés au nombre de parts fiscales) sont divisés en une ou plusieurs tranches. Chaque tranche de revenu est imposée selon un pourcentage différent et progressif : **plus le revenu d'une personne est important, plus le taux d'imposition qui s'applique est élevé**. Le niveau d'imposition dépend également de la composition du foyer.

À la différence de l'impôt proportionnel (même taux pour tous les contribuables), **l'impôt progressif (taux qui augmente en fonction du revenu) a donc un effet redistributif puisque les plus riches sont davantage mis à contribution**.

Aujourd'hui, **plus de la moitié des foyers français ne paient pas d'impôt sur le revenu**.

©Bercy

Le système redistributif au service de la réduction des inégalités

Au fil de son histoire, la France a fait le choix d'un **système solidaire de redistribution des richesses favorisant une meilleure équité entre les citoyens**. La redistribution correspond à l'ensemble des transferts publics qui affectent le niveau de vie des ménages, à la hausse à travers les prestations qu'ils reçoivent et à la baisse par les prélèvements dont ils s'acquittent.

En France, la création d'un impôt progressif sur l'ensemble des revenus date ainsi de plus d'un siècle (1914).

De quoi se compose le système de redistribution français ?

[Cliquez ici pour agrandir l'infographie](#)

©Bercy. Progressivité de l'impôt et redistribution : comment ça marche ?

<

Selon l'Insee , en 2022, la **réduction des écarts de niveaux de vie** permise par la redistribution provient :

- **à 60 % des prestations sociales** (minima sociaux, prime d'activité, aides au logement, prestations familiales),
- **à 40 % des prélèvements obligatoires directs** (impôt sur le revenu, cotisations et contributions sociales).

L'ampleur de la redistribution est plus élevée lorsque l'on tient compte des prélèvements indirects (TVA, TICPE, droits d'accises sur le tabac et l'alcool) ainsi que du bénéfice que retirent les ménages des services publics en nature (éducation, santé, logement) et des services publics collectifs (défense, police et gendarmerie, justice, recherche, fonctionnement de l'État et des collectivités territoriales). **En savoir plus sur l'utilisation des impôts au quotidien.**

Lorsque l'on prend en compte l'ensemble des services publics, la réduction des inégalités permise par le système redistributif en France provient avant tout **des transferts en nature** (bénéfice que retirent les ménages des services publics tels que l'éducation, la santé, le logement, l'action sociale) pour 50 % de la redistribution totale. Les **prestations sociales monétaires** ont aussi un rôle important dans la redistribution (23 %), suivies par les **services publics collectifs** (16 %) et les **retraites** (10 %).

Comment notre système de redistribution permet-il de réduire les inégalités ?

©Bercy

<

L'Insee mesure l'effet de l'ensemble des services publics sur le niveau de vie des ménages. Avant la prise en compte de l'ensemble des transferts permis par les services publics, les 10 % de ménages les plus aisés ont un revenu 18 fois plus élevé que celui des ménages les plus modestes. **Après la prise en compte de ces transferts, le revenu des plus aisés n'est plus que trois fois plus élevé que celui des ménages les plus modestes.**

- **Les plus de 65 ans** sont les principaux bénéficiaires des mécanismes de redistribution en raison des pensions de retraite qu'ils reçoivent et de prestations de santé dont ils bénéficient davantage que les Français les plus jeunes.
- **Les ménages les plus modestes** sont également des bénéficiaires importants de la redistribution.

La lutte contre les fraudes fiscales et sociales

Payer ses impôts est un acte citoyen. **Frauder (le fisc, les Urssaf ou la CAF), c'est détourner l'argent qui devrait aller au financement des services publics et de la solidarité.**

La consultation « En avoir pour mes impôts », conduite au printemps 2023, a montré que les Français souhaitent que des efforts soient faits pour lutter plus efficacement contre la fraude. En 2023, les mises en recouvrement de fraudes fiscales ont atteint 15,2 milliards d'euros.

[En savoir plus sur les 35 mesures pour agir contre les fraudes](#)

Comment sont utilisés mes impôts ?



Les impôts, de quoi parle-t-on ?



Vrai ou faux ?

